

pays typiques du malthusianisme agricole, c'est-à-dire des restrictions et entraves à la production, ouvertes ou camouflées : destruction de récoltes, dépréciation de denrées (distillation du vin, des grains, etc...) pour « résorber les excédents invendables », sous-utilisation (blé, riz, lait, œufs aux animaux) suppression des moyens de production (arrachage des vignes, des oliviers), interdiction de produire et subventions à la non-production.

« Trop » de produits sur le marché abaissent le profit. Mais la guerre aussi permet de résorber les excédents : le gaspillage augmente, les productions utiles diminuent, les moyens de production et de transport subissent des destructions et la disette s'installe. Et la disette, par la loi de l'offre et de la demande de l'économie capitaliste procure aux trusts agricoles et alimentaires de superbes profits : c'est le marché noir.

Malgré la disette en France, la plupart des formes du malthusianisme agricole subsistent : on arrache encore des vignes, on déprécie les produits de la terre, on les sous-utilise : les prix de vente officiels sont « trop bas », mieux vaut produire peu et écouler au marché noir. Gros producteurs et gros intermédiaires organisent la famine.

B. — Les scandales dans les échanges commerciaux. — Le vin n'est pas sur la table du travailleur français ; il est sur celle du bourgeois belge, suisse, etc..., le beurre normand part en Angleterre. Toute la récolte normande de cerises 1946 est d'ores et déjà achetée par la Grande-Bretagne à 150 francs le kilo.

En échange de tout cela le gouvernement français acquerra des devises avec lesquelles il paiera... l'armée (1), la gendarmerie, la police (2) au lieu de financer un plan de rééquipement agricole.

C. — Les scandales de l'administration du ravitaillement. — Les plus connus : cargaisons avariées, stocks perdus par mauvaise conservation, denrées pourries, détournements vers le marché clandestin, transports inutiles, etc... dus à l'anarchie du régime, au climat de gabegie, à l'incapacité ou à l'incurie des hauts fonctionnaires, au laisser aller, parfois même au sabotage à des fins politiques.

De plus l'administration du ravitaillement est peuplée de ceux que le P. C. appelle les Vichystes et qui ne sont que les représentants et les défenseurs des intérêts des trusts de l'alimentation ; les gros utilisateurs, les gros intermédiaires sont favorisés en permanence. Le haut personnel de la DICA (Direction des industries et commerces de l'alimentation) au ministère a ce qu'on appelle des « intérêts privés ». Les comités centraux du ravitaillement qui étaient aux mains des professionnels ont été supprimés mais tout leur personnel de direction a été purement et simplement intégré dans les cadres administratifs. Le trop fameux CNIV (Comité national interprofessionnel des 1946 : 32,5 (d'après bulletin du C.N.I.E., janv. 1946).

Exportation de 500.000 hectolitres de vin ordinaire vers la Belgique, soit 25.000.000 de rations (« Samedi-soir », mai 1946).

IV. — Consommation comparée de la viande

Avant-guerre : 3 kg. 31 par personne et par semaine ; en 1945-1946 : 720 gr. par personne et par semaine « sans os ».

V. — Distribution d'un camembert aux Anglais pour le mois de mai

(1) Budget de 160 milliards.

(2) Budget de 6 milliards et demi.

viandes) a été lui-même dissous récemment, mais son directeur général, à l'origine de tant de scandales dirige maintenant... le service des viandes du ministère !

Les marges bénéficiaires des gros intermédiaires fixées par le gouvernement sont plus élevées qu'elles ne l'étaient avec le régime non dirigé et la concurrence. A Paris les mandataires aux Halles, les « facteurs du marché de réassortiment » (mandataires en viande), les dirigeants du Groupement de répartition des farines sont les véritables seigneurs du ravitaillement. Le ministère, non seulement n'entame aucun de leurs privilèges, mais encore les favorise ouvertement et brime les groupements d'achat de petits commerçants (notamment la Fédération nationale d'achat) en retardant les livraisons qui doivent leur être faites, en leur donnant des denrées de mauvaise qualité qui détournent la clientèle. Deux objectifs à ces manœuvres : une fois les groupements dissous, les détaillants isolés ne pourront plus s'adresser directement à la production mais devront passer par les mandataires ; le détournement de clientèle ne peut profiter qu'aux grosses maisons à succursales multiples : les Damoy, Potin, etc...

Mandataires, chevillards, minotiers font pression, à volonté, sur la vie politique française (comme internationalement les U. S. A. le font sur la France et autres pays affamés) en raréfiant à volonté les denrées ou en « inondant » le marché suivant l'opportunité.

Le scandale des collectivités prioritaires pour la consommation n'est un scandale que pour certaines collectivités, qui ne sont évidemment pas celles dénoncées par la presse bourgeoise : armée (mess et popotes), gendarmerie, police, cercles, etc... En un an, trois scandales d'envergure ont éclaté au mess de la Préfecture de Police, à Paris, aussitôt étouffés. Les autres collectivités (cantines d'usines, hôpitaux, sanas, cantines d'écoles) touchent des rations qui pour être prioritaires n'en sont pas moins médiocres.

IV. — NOTRE POLITIQUE DU RAVITAILLEMENT

Les grands partis se sont, depuis les dernières élections, récusés pour le portefeuille du Ravitaillement. Ils savent trop quels coups de hache il faut porter dans le système. Cette dérobade manifeste ici aussi qu'ils n'ont pas la volonté de s'attaquer au régime capitaliste et à ses soutiens. (Le P. C., néanmoins, usant d'une manœuvre électorale de dernière heure, revendique à présent, symboliquement, le portefeuille... pour plus tard). Et chaque jour le ravitaillement s'aggrave. Le marché officiel, « blanc », est un marché artificiel, l'hypocrisie d'un régime qui ne peut avouer sa faillite et son impuissance à nourrir les travailleurs dans les cadres du profit. Certaines récoltes ou productions ne sont pas éloignées de celles d'avant guerre : viande : 70 à 75 %, œufs : 84 %... blé et vin : 60 à 70 %. Mais le rationnement n'absorbe qu'une infime partie de tout cela : une partie est exportée — sans contre partie d'importation — vers des prix plus favorables, une partie est sous-utilisée plutôt que livrée à la taxe, une partie est transformée pour éviter les risques d'un ou deux chaînons dans le cycle du « noir » (ainsi le fermier breton fabrique son savon avec le beurre au lieu de vendre celui-ci au marché noir et de racheter le savon par le même procédé), une grosse partie enfin va « normalement » au marché parallèle.

Nous savons que seule une économie distributive dans le cadre du socialisme,

peut répartir équitablement les produits et denrées. Mais il faut combattre pour cela et les travailleurs doivent frapper aux points les plus sensibles.

De la production à la consommation, seul le contrôle populaire peut assurer du pain à tous les travailleurs.

Les petits producteurs agricoles doivent se grouper en coopératives (l'action essentielle de la C.G.A. doit être orientée dans ce sens). Le plan de production de la C.G.T. assurera leur rééquipement en machines et leur fourniture en engrais. Ils agiront en liaison avec les syndicats d'ouvriers agricoles qui doivent contrôler la grande production.

De la production aux détaillants groupés et, de là, aux consommateurs.

Le contrôle populaire de la répartition doit être assuré conjointement par les délégués des comités de ménagères et les représentants syndicaux (représentants de l'U. D.).

Dans chaque commune, chaque département, des comités populaires du ravitaillement composés des représentants des coopératives de production (communes rurales), des comités de ménagères, des organisations syndicales (y compris cheminots, transporteurs) et techniciens du ravitaillement assureront le contrôle de la collecte, de l'expédition, du transport, de la répartition des denrées. Ils organiseront aussi le dépiilage des stocks clandestins (mot d'ordre d'agitation essentiel dans l'immédiat).

Le ministère et l'administration du Ravitaillement ne doivent subsister que comme organisme planificateur. Les plans de recensement, de répartition, d'utilisation industrielle des denrées, d'importation ou d'exportation, doivent être élaborés par le syndicat des agents et fonctionnaires du ravitaillement. « Epurer les Vichystes » est un mot d'ordre qui est loin de suffire, surtout quand on fait confiance pour cela à des ministres... qui les soutiennent.

Le contrôle du plan doit être organisé à tous les échelons de l'administration par le syndicat, responsable à tout instant devant les comités populaires du Ravitaillement.

QUELQUES CHIFFRES

I. — Productions comparées par produits avant-guerre et en 1945

Chiffres communiqués par les « Nouvelles économiques (22-10-45).

Blé : 13.000.000 de quintaux en 1945 contre 65.000.000.

Sucre : 400.000 tonnes en 1945 contre 875.000 tonnes.

Pommes de terre : 30 à 35.000.000 de quintaux en 1945 contre 70.000.000.

Vin : moins de 35.000.000 d'hectolitres en 1945 contre 65.000.000.

Viande : moins de 1.000.000 de tonnes en 1945 contre 170.000.000.

Lait : 60.000.000 d'hectolitres en 1945 contre 115.000.000.

Sucre : 450.000 tonnes en 1945 contre 900.000.

Alcool : 830.000 hectolitres en 1945 contre 2.500.000.

Fromage : 70.000 tonnes en 1945 contre 200.000.

Beurre : 115.000 tonnes en 1945 contre 200.000.

II. — Main-d'œuvre

Depuis 1939, la main-d'œuvre agricole a diminué de 800.000 unités.

III. — Importations, exportations

Importations en 1.000 tonnes de produits alimentaires : en novembre 1945 : 292 (d'après le bulletin du C.N.I.E.).

Importations de blé en millions de quintaux : avant-guerre : 6,7 ; en 1945-

Suite page 5